RCS : ANGERS
Code greffe : 4901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ANGERS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 02006
Numéro SIREN : 494 987 571
Nom ou dénomination : FBG INVEST

Ce dépôt a été enregistré le 10/12/2019 sous le numéro de dépôt 24180

Greffe du tribunal de commerce d'Angers

Acte déposé en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 10/12/2019

Numéro de dépôt : 2019/24180

Type d'acte : Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire
Transfert du siège social
Changement de forme juridique
Changement relatif à la date de clôture de l'exercice social
Modification(s) statutaire(s)

Déposant :

Nom/dénomination : FBG INVEST

Forme juridique :

N° SIREN : 494 987 571

N° gestion : 2019 B 02006

Copie certifiée conforme
MS / 10/12/2019 18:00:34
N° de dépôt - 2019/24180 / 494987571

Greffe du tribunal de commerce d'Angers
BP 80003 - 19 rue René Rouchy 49055 ANGERS CEDEX 02
09:00 - 11:45, 13:30 - 16:30
Téléphone : 02.41.87.89.30
www.greffe-tc-angers.fr - www.infogreffe.fr

MS/2019 B 02006
BUREAU FISCAL ET JURID PAYS DE LOIRE
29 AVENUE JOXE
BP 60411
49104 ANGERS CEDEX 02

Nos références : MS/2019 B 02006

RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT

(Article R. 123-102 du code de commerce)

Concernant :

Société par actions simplifiée à associé unique FBG INVEST

100B AVENUE VICTOR CHATENAY
49100 ANGERS

SIREN : 494 987 571

N° de gestion : 2019 B 02006

Le greffier soussigné constate le 10/12/2019 le dépôt, arrivé au greffe le 21/11/2019, enregistré sous le numéro 2019/24180, des actes et pièces suivants :

- Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire - 07/11/2019
  - Changement de forme juridique
  - Modification(s) statutaire(s)
  - Transfert du siège social
  - Changement relatif à la date de clôture de l'exercice social
- Statuts mis à jour - 07/11/2019

Récépissé délivré le 10/12/2019
Le greffier
ME PAILLE

TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS

Copie certifiée conforme
MS / 10/12/2019 18:00:34
N° de dépôt - 2019/24180 / 494987571

TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS

SCGP « FBG INVEST»
Société civile de gestion patrimoniale
au capital social de 7 700 €
Siège social : 100, Boulevard Henri Dunant
49100 ANGERS

RCS ANGERS 494 987 571

PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 7 NOVEMBRE 2019

Copie certifiée conforme
MS / 10/12/2019 18:00:34
N° de dépôt - 2019/24180 / 494987571

L'an deux mille dix-neuf, le sept novembre à quatorze heures, les soussignés :

Monsieur BENOIT Franck, demeurant au 100 bis, avenue Victor Châtenay – 49100 ANGERS (Maine-et-Loire), titulaire de 769 parts sociales, d'une valeur nominale de 10 € chacune, numérotées de 1 à 769 inclus, représentatives d'apports en numéraire,

La SCI «FB2L», société civile immobilière ayant son siège social 100 bis, avenue Victor Châtenay – 49100 ANGERS (Maine-et-Loire) – Immatriculée au RCS d'ANGERS sous le numéro 802 128 736, titulaire de 1 part sociale, d'une valeur nominale de 10 €, portant le numéro 770, représentative d'apport en numéraire ;

seuls associées de la **SCGP «FBG INVEST»** société civile au capital social de 7.700 €, ayant son siège social 100 boulevard Henri Dunant – 49100 ANGERS, immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés d'ANGERS sous le numéro 494 987 571, se sont réunis au 29, avenue Jean Joxé – 49100 ANGERS, en assemblée générale extraordinaire sous la présidence de Monsieur Franck BENOIT, gérant.

Le Président constate que tous les associés sont présents et qu'en conséquence l'assemblée est valablement constituée et peut prendre ses décisions aux conditions de quorum et de majorité requises, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1 - Transformation de la SCGP en SAS
2 - Modification du mandat du dirigeant
3 - Conséquences de la transformation
4 - Constatation de la transformation
5 - Transfert du siège social de la société
6 - Modification de la date de clôture
7 - Agrément de la cession d'une action détenue par la SCI «FB2L» au profit de Monsieur BENOIT Franck
8 - Retrait de la Société de la SCI «FB2L»
9 - Modification de l'objet social
10 - Adoption des nouveaux statuts

PREMIÈRE RÉSOLUTION : TRANSFORMATION DE LA SCGP EN SAS

L'assemblée générale des associés, après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur Gilles CHUPIN élisant domicile au 6, rue Léonard De Vinci – SAINT-ANDRE-DE-LA-MARCHE – 49450 SEVREMOINE, agissant ici en qualité de commissaire à la transformation, en date du 31 octobre 2019, annexé aux présentes, sur la situation de la société établi conformément aux dispositions de l'article L 223-43 du Code de commerce, et après avoir constaté que les conditions légales étaient réunies, décide, en application des dispositions des articles L.223-43 et L 227-3 dudit code, de transformer la société en société par actions simplifiée (SAS) à compter du 7 novembre 2019.

Sous sa nouvelle forme, la société sera régie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur concernant les sociétés par actions simplifiée et par les nouveaux statuts ci-après établis.

Cette transformation effectuée dans les conditions prévues par la loi n'entraînera pas la création d'une personne morale nouvelle.

La dénomination et la durée restent inchangées.

Le capital social reste fixé à la somme de 7 700 €. Il sera désormais divisé en sept cent soixante dix (770) actions d'une valeur nominale de dix (10) euros chacune, toutes de même catégorie et entièrement libérées, qui seront toutes attribuées aux associés actuels à raison de une action pour une part sociale, numérotées de 1 à 770 inclus.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Copie certifiée conforme
MS / 10/12/2019 18:00:34
N° de dépôt - 2019/24180 / 494987571

DEUXIÈME RÉSOLUTION : MODIFICATION DU MANDAT DU DIRIGEANT

L'assemblée générale décide que Monsieur BENOIT Franck, jusqu'alors gérant de la société, devient président de la SAS à effet du 7 novembre 2019 et ce, pour une durée non limitée, lequel déclare accepter ces fonctions.

L'assemblée générale décide qu'il ne sera pas rémunéré au titre de ses fonctions.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIÈME RÉSOLUTION : CONSÉQUENCES DE LA TRANSFORMATION

Les comptes dudit exercice seront établis, présentés et contrôlés dans les conditions prévues aux nouveaux statuts et fixées par les dispositions applicables aux sociétés par actions simplifiée.

L'assemblée générale statuera sur ces comptes conformément aux règles édictées par les nouveaux statuts et les dispositions applicables aux sociétés par actions simplifiées.

Les bénéfices de l'exercice en cours seront affectés suivant les dispositions statutaires de la société sous sa forme de société par actions simplifiée.

L'assemblée générale, comme conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, constate la réalisation définitive de la transformation de la société en société par actions simplifiée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIÈME RÉSOLUTION : CONSTATATION DE LA TRANSFORMATION DÉFINITIVE

L'assemblée générale des associés, comme conséquence de l'adoption des décisions qui précèdent, constate la réalisation définitive de la transformation de la société en société par actions simplifiée (SAS) à effet du 7 novembre 2019.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIÈME RÉSOLUTION : TRANSFERT DU SIÈGE SOCIAL

L'assemblée générale des associés, décide de transférer le siège social de la Société, à effet du 7 novembre 2019, savoir :

Adresse ancien siège : 100, boulevard Henri Dunant – 49100 ANGERS
Adresse nouveau siège : 100 bis, avenue Victor Châtenay – 49100 ANGERS

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIÈME RÉSOLUTION : MODIFICATION DE LA DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE SOCIAL

L'assemblée générale des associés décide de modifier les dates de l'exercice social de la société, comme suit :

ancienne date de clôture comptable : 31 décembre de chaque année
nouvelle date de clôture comptable : 31 juillet de chaque année

Ainsi, l'exercice social en cours aura une durée exceptionnelle de 19 mois allant du 1er Janvier 2019 au 31 juillet 2020.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Copie certifiée conforme
MS / 10/12/2019 18:00:34
N° de dépôt - 2019/24180 / 494987571

SEPTIÈME RÉSOLUTION : AGRÉMENT DE LA CESSION D'UNE ACTION DÉTENUE PAR LA SCI «FB2L» AU PROFIT DE MONSIEUR BENOIT FRANCK

La SCI «FB2L» fait connaître son souhait de céder l'action qu'elle détient dans la SAS, au profit de Monsieur BENOIT Franck.

L'assemblée générale des associés prend acte et agrée la cession par la SCI «FB2L» au profit de Monsieur BENOIT Franck de l'action qu'elle détient dans la SAS, moyennant le prix de DIX euros (10 €) ; à effet du 7 novembre 2019.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

HUITIÈME RÉSOLUTION - RETRAIT DE LA SAS DE LA SCI FB2L

Compte tenu de la résolution qui précède, l'assemblée générale des associés agrée le retrait de la société de la SCI «FB2L», en qualité d'associée, à l'effet du 7 novembre 2019.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

NEUVIÈME RÉSOLUTION – MODIFICATION DE L'OBJET SOCIAL

L'assemblée générale des associés décide de modifier l'objet social qui sera désormais rédigé comme suit :

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet social :

- l'acquisition, la prise de participation, l'administration de droits et/ou titres sociaux ; le cas échéant, assurer la direction de personne(s) morale(s),
- la gestion, le placement des disponibilités financières de la société,
- favoriser le développement de ses éventuelles filiales, notamment en leur apportant toute garantie nécessaire,
- toute opération de services, conseils, travaux administratifs, consulting ou formation à l'adresse de toute entreprise,
- l'achat-revente de tous véhicules terrestres neufs et d'occasions,
- services carte grise,
- la location de tous véhicules terrestres sans chauffeur,
- toutes activités d'achat-revente de produits et de biens mobiliers,
- toutes activités d'intermédiaires de commerce,
- l'organisation de tous événements,
- ainsi que les opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation,
- La société peut recourir, en tous lieux, à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'ils soient dès lors qu'ils contribuent ou peuvent contribuer, facilitent ou peuvent faciliter la réalisation des activités définies aux alinéas précédents ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relations d'affaires.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Copie certifiée conforme
MS / 10/12/2019 18:00:34
N° de dépôt - 2019/24180 / 494987571

DIXIÈME RÉSOLUTION - ADOPTION DES NOUVELLES RÈGLES STATUTAIRES

Compte tenu des résolutions précédentes, notamment la décision de transformation de la société en société par actions simplifiée (SAS), l'assemblée générale adopte le texte des statuts régissant la société sous sa nouvelle forme et dont un exemplaire demeurera annexé aux présent procès-verbal.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

ONZIÈME RÉSOLUTION : POUVOIRS ET MANDATS

L'assemblée générale des associés délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales. Tous pouvoirs sont donnés au porteur de copies ou extraits certifiés conformes au présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toute formalité de publicité requise par la loi et afférente aux décisions ci-dessus adoptées.

ENREGISTREMENT

Conformément aux dispositions de l'article 635-1-5 du Code général des impôts, le présent procès-verbal sera présenté à l'enregistrement dans le mois qui suit ces décisions.

FAIT EN QUATRE EXEMPLAIRES
A ANGERS
LE 7 novembre 2019

Monsieur BENOIT Franck
«Bon pour acceptation des fonctions de Président»

« Bon pour acceptation des fonctions de président »

Pour la SCI «FB2L»
Monsieur BENOIT Franck

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE L'ENREGISTREMENT
ANGERS 1
Le 14/11 2019 Dossier 2019 00056264, référence 4904P01 2019 A 06278
Enregistrement : 125 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Cent vingt-cinq Euros
Montant reçu : Cent vingt-cinq Euros
L'Agent administratif des finances publiques

NOREAU Morgane

Copie certifiée conforme
MS / 10/12/2019 18:00:34
N° de dépôt - 2019/24180 / 494987571

CABINET GILLES CHUPIN
EXPERTISE COMPTABLE
AUDIT

6 RUE LEONARD DE VINCI
ST ANDRE DE LA MARCHE
49450 SEVREMOINE
Tel. 02 41 30 97 78
Fax. 02 41 30 81 57
cac.chupin@groupe-excel.fr

SCGP FBG INVEST
Société civile de gestion patrimoniale au capital de 7 700 euros
Siège social : 100 boulevard Henri Dunant
49 100 ANGERS

R.C.S ANGERS 494 987 571

RAPPORT DU COMMISSAIRE A LA TRANSFORMATION SUR LA TRANSFORMATION DE LA SOCIETE FBG INVEST, SOCIETE CIVILE DE GESTION PATRIMONIALE, EN SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE

SIRET 443 623 376 00045
FR70 - APE 6920Z

Inscrit à
l'Ordre des Experts-comptables
de la région des Pays de Loire
Membre de la Cie Régionale
des commissaires aux comptes
de la région d'Angers

Copie certifiée conforme
MS / 10/12/2019 18:00:34
N° de dépôt - 2019/24180 / 494987571

TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS

RAPPORT DU COMMISSAIRE A LA TRANSFORMATION SUR LA TRANSFORMATION DE LA SOCIETE FBG INVEST, SOCIETE CIVILE DE GESTION PATRIMONIALE, EN SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE

Aux associés de la société FBG INVEST,

En notre qualité, d'une part, de commissaire aux comptes désigné, en application des dispositions de l'article L.224-3 du code de commerce, par décision unanime des associés en date du 15 octobre 2019, nous avons établi le présent rapport afin de vous faire connaître notre appréciation sur la valeur des biens composant l'actif social et, le cas échéant, sur les avantages particuliers stipulés et de nous prononcer, en application des dispositions de l'article R.224-3 du code de commerce, sur le montant des capitaux propres par rapport au capital social.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté :

- à contrôler par sondages les éléments constitutifs du patrimoine de la société en termes d'existence, d'appartenance et d'évaluation ;
- à vérifier si, compte tenu des événements survenus depuis la clôture de l'exercice du dernier exercice, le montant des capitaux propres déterminé selon les mêmes règles et méthodes comptables que celles utilisées pour l'établissement des derniers comptes annuels est au moins égal au montant du capital social.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la valeur des biens composant l'actif social.

Sur la base de nos travaux, nous attestons que le montant des capitaux propres est au moins égal au montant du capital social.

Fait à Saint André de la Marche,
Le 31 octobre 2019,

GILLES CHUPIN
Commissaire à la transformation

FB

Copie certifiée conforme
MS / 10/12/2019 18:00:34
N° de dépôt - 2019/24180 / 494987571

Greffe du tribunal de commerce d'Angers

Acte déposé en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 10/12/2019

Numéro de dépôt : 2019/24180

Type d'acte : Statuts mis à jour

Déposant :

Nom/dénomination : FBG INVEST

Forme juridique :

N° SIREN : 494 987 571

N° gestion : 2019 B 02006

Copie certifiée conforme
MS / 10/12/2019 18:00:35
N° de dépôt - 2019/24180 / 494987571

SAS « FBG INVEST »
Société par actions simplifiée unipersonnelle
au capital social de 7 700 €
100 bis, avenue Victor Chatenay
49100 ANGERS

RCS ANGERS 494 987 571

STATUTS mis à jour suite au procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 7 novembre 2019

Copie certifiée conforme
MS / 10/12/2019 18:00:35
N° de dépôt - 2019/24180 / 494987571

LE SOUSSIGNÉ :

Monsieur BENOIT Franck, Michel, Jean-Marc, né le 1er avril 1977 à TOULON (Var), demeurant au 100 bis, avenue Victor Châtenay – 49100 ANGERS (Maine-et-Loire), célibataire non pacsé.

EXPOSE

Aux termes d'un acte sous seings privés en date du 1er mars 2007, Monsieur BENOIT Franck a constitué l'EURL PRO STYLE AUTOS, Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée, au capital social de 7.700 Euros, dont le siège social est situé au 105 avenue Victor Châtenay – 49000 ANGERS (Maine-et-Loire), immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'ANGERS, le 21 mars 2008, sous le numéro 494 987 571.

Aux termes d'un procès-verbal en date du 1er avril 2016 à effet du même jour, Monsieur BENOIT Franck a décidé la transformation des 77 parts de 100 € en 770 parts de 10 €, la cession d'une part sociale au profit de la SCI «FB2L», l'agrément de cette dernière en qualité de nouvelle associée, l'agrément de la forme pluripersonnelle de la société, la modification de l'objet social, la transformation de l'EURL en société civile de gestion patrimoniale, le changement de dénomination sociale, le changement de siège social et l'adoption des nouvelles règles statutaires.

Aux termes d'un procès-verbal en date du 7 novembre 2019, à effet du même jour, il a été décidé la transformation de la SCGP en SAS, les conséquences de la transformation, la constatation de la transformation définitive, le transfert de siège social de la société, la modification de la date de clôture, l'agrément de la cession d'une action détenue par la SCI «FB2L» au profit de Monsieur BENOIT Franck, le retrait de la Société de la SCI «FB2L», la modification de l'objet social ainsi que l'adoption des nouvelles règles statutaires.

Cet exposé terminé les statuts de la société par actions simplifiée "FBG INVEST" se présente à effet du 7 novembre 2019 de la manière suivante :

ARTICLE 1 - FORME

La société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de société par actions simplifiée.

Elle peut émettre toutes valeurs mobilières définies à l'article L 211-2 du Code monétaire et financier, donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet :

- l'acquisition, la prise de participation, l'administration de droits et/ou titres sociaux ; le cas échéant, assurer la direction de personne(s) morale(s),
- la gestion, le placement des disponibilités financières de la société,
- favoriser le développement de ses éventuelles filiales, notamment en leur apportant toute garantie nécessaire,
- toute opération de services, conseils, travaux administratifs, consulting ou formation à l'adresse de toute entreprise,
- l'achat-revente de tous véhicules terrestres neufs et d'occasions,
- services carte grise,
- la location de tous véhicules terrestres sans chauffeur,
- toutes activités d'achat-revente de produits et de biens mobiliers,
- toutes activités d'intermédiaires de commerce,
- l'organisation de tous événements,

Copie certifiée conforme
MS / 10/12/2019 18:00:35
N° de dépôt - 2019/24180 / 494987571

- ainsi que les opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation,
- La société peut recourir, en tous lieux, à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'ils soient dès lors qu'ils contribuent ou peuvent contribuer, facilitent ou peuvent faciliter la réalisation des activités définies aux alinéas précédents ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relations d'affaires.

ARTICLE 3 - DÉNOMINATION

La société a pour dénomination sociale : **«FBG INVEST»**

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement «société par actions simplifiée» ou des initiales «S.A.S» et de l'indication du montant du capital social.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social de la société est fixé 100 bis, avenue Victor Châtenay – 49100 ANGERS

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la même ville, par simple décision du Président et, en tout autre endroit par décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la société est fixée à **quatre vingt dix neuf ans (99)** à compter de la date d'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée et de prorogation prévus aux présents statuts.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le Président doit provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des associés à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

Article 6 - APPORTS

I - Apports de Monsieur BENOIT Franck, à titre de biens propres :

Monsieur BENOIT Franck a apporté à la société à sa constitution :

Apports en numéraire :
une somme de sept mille sept cents euros, ci .....7 700,00 €
libérée intégralement

TOTAL DES APPORTS NETS FAITS A LA SOCIÉTÉ : SEPT MILLE SEPT CENTS EUROS.....7 700,00 €

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

Le capital social est divisé en **SEPT CENT SOIXANTE DIX (770) ACTIONS**, d'une valeur nominale de **DIX EUROS (10 €)** chacune, numérotées de **1 à 770 inclus**, intégralement libérées.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés dans les conditions des articles 25 et 26 ci-après.

Les associés peuvent déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Copie certifiée conforme
MS / 10/12/2019 18:00:35
N° de dépôt - 2019/24180 / 494987571

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la société, dans les conditions légales.

Lors de toute décision d'augmentation du capital, excepté lorsqu'elle est consécutive à un apport en nature ou lorsqu'elle résulte de l'émission préalable de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres représentant une quotité du capital, l'associé unique ou l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital ouverte aux salariés dans les conditions prévues par la réglementation.

ARTICLE 9 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registres tenus à cet effet par la société.

A la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

ARTICLE 10 - DROITS DES ACTIONS

I.- Les actions doivent être intégralement réparties lors de leur création et libérées au minimum à hauteur de 50 %, la totalité de la libération devra intervenir dans un délai de 5 ans. Il est fait mention de leur libération et de leur répartition dans les statuts. Elles ne peuvent être représentées par des titres négociables.

II.- Chaque action donne droit dans l'actif social, dans le boni de liquidation et dans la répartition des bénéfices à une part proportionnelle au capital qu'elle représente.

III.- Les actions sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés. A défaut d'entente, il sera pourvu par justice à la désignation d'un mandataire commun pris, même en dehors des associés, à la requête de l'indivisaire le plus diligent. S'il y a lieu à tenir compte d'une majorité en nombre dans une décision collective, les copropriétaires indivis ne comptent que pour un associé lorsque la copropriété à la même origine.

Si des actions appartiennent à une personne en usufruit et à une ou plusieurs personnes en nue-propriété, l'usufruitier représentera valablement les parts dans les décisions ordinaires et dans les décisions extraordinaires, le droit de vote appartenant à l'usufruitier quelque soit la nature des décisions à prendre.

IV.- Les héritiers d'un associé décédé devront notifier leurs qualités héréditaires dans les douze mois du décès par lettre recommandée adressée à la société. La gérance peut exiger toutes justifications appropriées. Seul le conjoint survivant, héritier, prend automatiquement la qualité d'associé à compter du décès sauf refus de l'intéressé(e) manifesté par écrit adressé en recommandé avec accusé de réception dans les trois mois.

V.- Quand il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les associés devront faire leur affaire personnelle du groupement du nombre d'actions nécessaires sans pouvoir rien prétendre de la société laquelle pourrait au contraire exiger les régularisations indispensables à la réalisation de l'opération en cause (augmentation ou réduction de capital, regroupement ou division de actions, etc.).

ARTICLE 11 - MODALITÉS DE LA TRANSMISSION DES ACTIONS

La transmission des actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement d'un compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dénommé « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard dans les dix (10) jours qui suivent celle-ci. L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire

Copie certifiée conforme
MS / 10/12/2019 18:00:35
N° de dépôt - 2019/24180 / 494987571

fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire.

ARTICLE 12 - ALIÉNABILITÉ DES ACTIONS

Les actions sont aliénables à compter du jour de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 13 - CESSION PRIORITAIRE D' ACTION(S) – DROIT DE PRÉEMPTION

1 – Toutes les cession d'actions, même entre associés, sont soumises au respect du droit de préemption conféré aux associés dans les conditions définies au présent article.

2 – L'associé cédant notifie au président de la société et à chacun des associés, par lettre recommandée avec accusé de réception, son projet de cession en indiquant :

- Le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix de cession ;
- L'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

La date de réception de cette notification fait courir un délai de 2 mois, à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercés sur les actions dont la cession est projetée, l'associé cédant pourra réaliser librement ladite cession.

L'associé cédant devra, toutefois, suivre la procédure d'agrément prévue à l'article 14 des statuts.

3 – Chaque associé bénéficie d'un droit de préemption exercé par notification au président dans le délai de 3 mois au plus tard de la réception de la notification du projet de cession visée au 2 ci-dessus. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception indiquant le nombre d'actions que l'associé souhaite acquérir.

4 – A l'expiration du délai au 3 ci-dessus et avant celle du délai visé au 2 ci-dessus, le président notifie à l'associé cédant par lettre recommandée avec accusé de réception, les résultats de la procédure de préemption.

Lorsque les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, lesdites actions sont réparties par le président entre les associé qui ont notifié leur demande de préemption au prorata de leur participation au capital de la société et dans la limite de leurs demandes.

Lorsque les droits de préemption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'associé cédant est libre de réaliser l'opération au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification et aux conditions ainsi notifiées.

L'associé cédant devra, toutefois, suivre la procédure d'agrément prévue à l'article 14 des statuts.

5 – En cas d'exercice du droit de préemption, la cession doit intervenir dans le délai d'un mois contre paiement du prix mentionné dans la notification de l'associé cédant.

Le droit de préemption peut être réservé à un ou plusieurs associés désignés dans les statuts, il peut également s'exercer selon un ordre déterminé.

ARTICLE 14 - AGRÉMENT

1 – Les actions de la société ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'après agrément préalable donné par décision collective adoptée à la majorité simple de plus de cinquante pour cent (50 %) des associés présents ou représentés.

2 – La demande d'agrément doit être notifiée au président par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité de dirigeants, montant et répartition du capital.

Copie certifiée conforme
MS / 10/12/2019 18:00:35
N° de dépôt - 2019/24180 / 494987571

Le président notifie cette demande d'agrément aux associés.

3 – La décision des associés sur l'agrément doit intervenir dans un délai d'un mois à compter de la notification de la demande visée au 2 ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

4 – Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'associé cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans le délai d'un mois de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément, la société doit dans un délai de 3 mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'associé cédant soit par des associés, soit par des tiers.

Lorsque la société procède au rachat des actions de l'associé cédant, elle est tenue dans les 6 mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

ARTICLE - NULLITÉ DES CESSIONS D'ACTIONS

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des articles 13 et 14 ci-dessus sont nulles. Cependant, lors de la décision collective d'agrément, les associés peuvent décider à l'unanimité d'accepter l'agrément d'un nouvel associé sans procéder au formalisme de l'article 14 ci-dessus.

Les associés peuvent choisir de ne pas faire valoir leur droit de préemption visé à l'article 13 lors de cession d'actions. Dans ce cas, ils devront indiquer par décision collective acceptée à l'unanimité, qu'ils entendent ne pas recourir à leur droit de préemption et que la cession des actions est valide, même sans application des formalités indiquées à l'article 13 des présents statuts.

ARTICLE 16 - MODIFICATION DANS LE CONTRÔLE D'UNE SOCIÉTÉ ASSOCIÉE

1. En cas de modification du contrôle ou de la composition des associés d'une société associée, celle-ci doit en informer le président de la société par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de dix (10) jours à compter du changement du contrôle. Cette notification doit indiquer la date et la nature du changement intervenu et l'identité du ou des nouvelles personnes associées ou exerçant ce contrôle.

Si cette modification n'est pas effectuée, la société associé pourra faire l'objet d'une mesure d'exclusion dans les conditions prévues à l'article 17 des présents statuts.

2. Dans les trente (30) jours de la réception de la notification visée au 1 ci-dessus, la société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de cet associé. Si cette procédure n'est pas engagée dans le délai susvisé, elle est réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3. Les dispositions du présent article s'appliquent à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une fusion, d'une scission ou d'une dissolution.

ARTICLE 17 - EXCLUSION

Est exclu de plein droit tout associé faisant l'objet d'une procédure de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire.

Par ailleurs, l'exclusion d'un associé peut être prononcée dans les cas suivants :

- changement de contrôle d'une société associée ;
- violation des statuts ;
- faits et actes graves de nature à porter atteinte aux intérêts ou à l'image de marque de la société ;

Copie certifiée conforme
MS / 10/12/2019 18:00:35
N° de dépôt - 2019/24180 / 494987571

- exercice d'une activité concurrente de celle de la société ;
- révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social.

L'exclusion d'un associé est décidée par l'assemblée générale des associés statuant à la majorité des trois quarts (¾) des membres présents ou représentés. L'associé dont l'exclusion est soumise à l'assemblée ne prend pas part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités préalables suivantes :

- information de l'associé concerné par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de jours avant la date à laquelle doit se prononcer l'assemblée générale, cette lettre doit contenir les motifs de l'exclusion envisagée et être accompagnée de toutes pièces justificatives utiles ;
- information identique de tous les autres associés ;
- lors de l'assemblée générale, l'associé dont l'exclusion est demandée peut être assisté de son conseil et requérir, à ses frais, la présence d'un huissier de justice.

L'associé exclu doit céder la totalité de ses actions dans un délai de dix (10) jours à compter de l'exclusion aux autres associés au prorata de leur participation au capital.

Le prix des actions est fixé d'un commun accord entre les parties ; à défaut, ce prix sera fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-3 du Code Civil.

La cession doit faire l'objet d'une mention sur le registre des mouvements de titres de la société.

Le prix des actions de l'associé exclu doit être payé à celui-ci dans les dix (10) jours de la décision de fixation du prix.

ARTICLE 18 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des associés ou de l'associé unique.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer de droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Le droit de vote appartient à l'usufruitier pour toutes les décisions, sauf celles résultant de l'agrément de toute cession d'actions.

TITRE III - ADMINISTRATION - DIRECTION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ - CONVENTIONS REGLEMENTEES

ARTICLE 19 - LE PRÉSIDENT

La société est représentée à l'égard des tiers par un président, personne physique ou morale, associé ou non de la société.

Les associés peuvent désigner un président non-associé de la société.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Copie certifiée conforme
MS / 10/12/2019 18:00:35
N° de dépôt - 2019/24180 / 494987571

Le président exerce ses fonctions par une durée indéterminée.

Le Président actuel de la société est : Monsieur BENOIT Franck, demeurant 100 bis, avenue Victor Châtenay – 49100 ANGERS.

Il pourra être prévu une rémunération en cours de vie de la société.

Le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans la limite de l'objet social, tant dans les rapports entre associés qu'à l'égard des tiers.

Le président a la signature sociale.

ARTICLE 20 – DIRECTEURS GÉNÉRAUX

En cas de pluralité d'associés, le président peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux, portant le titre de directeur général ou de directeur général délégué, et investis, sauf disposition contraire inopposable aux tiers, des mêmes pouvoirs que le président.

Les fonctions de directeur général ne seront rémunérées que sur la base du contrat de travail conclu avec la société, étant précisé que la fonction de directeur général est distincte de celle de salarié. En cas de rupture du contrat de travail pour quelque cause que ce soit ou si le directeur général est frappé d'une interdiction de gérer, d'une mesure de faillite personnelle, ou de sanctions pénales, ses fonctions de directeur général prendront fin de plein droit sans indemnité ni compensation et ce, dès la survenance de la cause de révocation. Dans le cas où la cause serait la rupture du contrat de travail, le directeur général serait réputé démissionnaire le premier jour du délai de son préavis.

La durée des fonctions de directeur général est fixée par la décision qui les nomme.

ARTICLE 21 – COMMISSAIRE AUX COMPTES

Si les conditions légales sont réunies, le contrôle légal de la société est effectué par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par le président.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices.

En outre, tout associé pourra demander à la société de charger le commissaire aux comptes ou tout autre expert désigné par lui, d'accomplir toutes missions de contrôle comptable, d'audit ou d'expertise qu'il jugerait nécessaire, soit dans la société elle-même, soit dans ses filiales.

ARTICLE 22 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET LES DIRIGEANTS

Le président doit aviser le commissaire aux comptes, s'il en existe un, des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et lui-même, l'un de ses dirigeants, ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens du code de commerce.

Le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le président établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent chaque année sur ce rapport lors de l'assemblée générale d'approbation des comptes, l'associé intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne donnent pas lieu à l'établissement de ce rapport. Cependant, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières elles ne sont significatives pour aucune des parties, ces conventions doivent être communiquées au commissaire aux comptes, s'il en existe un. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant, associé unique, sont mentionnées au registre de l'associé unique.

Copie certifiée conforme
MS / 10/12/2019 18:00:35
N° de dépôt - 2019/24180 / 494987571

TITRE IV
DÉCISIONS DES ASSOCIES

ARTICLE 23 – DOMAINE RÉSERVÉ A LA COLLECTIVITÉ DES ASSOCIES

Les décisions en matière d'augmentation, d'amortissement ou de réduction de capital, de fusion, scission ou dissolution, de modification des statuts, d'apport partiel d'actif, de vente de fonds de commerce de la société, de dissolution de nomination des commissaires aux comptes, d'approbation des comptes annuels et affectation du résultat, sont prises collectivement par les associés, avec délégation de pouvoir le cas échéant du président selon ce qui est prévu par la loi et/ou les statuts et/ou chaque décision collective.

ARTICLE 24 – DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Au choix du président, les décisions collectives des associés sont prises en assemblée, réunie au besoin par vidéo conférence ou conférence par téléphone, ou par correspondance. Elles peuvent s'exprimer dans un acte signé par tous les associés ou par consultation écrite.

Tous moyens de communication peuvent être utilisés : écrit, lettre, fax, mail et même verbalement, sous réserve que l'intéressé signe le procès-verbal, acte ou relevé des décisions dans un délai d'un mois. Ces décisions sont répertoriées dans le registre des assemblées.

Un minimum de deux (2) votants est nécessaire pour valider le vote.

Les opérations ci-après font l'objet d'une décision collective des associés dans les conditions suivantes :

Décisions prises à la majorité simple :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- agrément des cessions d'actions ;
- nomination et révocation du président ;

Décisions prises à l'unanimité :

- augmentation et réduction du capital ;
- exclusion d'un associé ;
- fusion ou scission de la société ;
- dissolution et liquidation de la société.
- conclusion ou résiliation d'un bail

Toutes les autres décisions sont de la compétence du président.

Tout associé peut demander la réunion d'une assemblée générale.

L'assemblée est convoquée par le président. La convocation est faite par tous moyens, et notamment par e.mail, sept (7) jours avant la date de réunion. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de la réunion.

Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le président de la société. A défaut, elle élit son président. L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion qui est signé par le président de séance et le secrétaire.

L'assemblée ne délibère valablement que si plus de la moitié des associés sont présents ou représentés.

Copie certifiée conforme
MS / 10/12/2019 18:00:35
N° de dépôt - 2019/24180 / 494987571

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun par tous moyens. Les associés disposent d'un délai minimal de quinze () jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote, lequel peut être émis par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie. L'associé n'ayant pas répondu dans le délai de quinze () jours à compter de la réception des projets de résolutions est considéré comme ayant approuvé ces résolutions.

Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal établi et signé par le président. Ce procès-verbal mentionne la réponse de chaque associé.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Les procès-verbaux des décisions collectives sont établis et signés sur des registres tenus conformément aux dispositions légales en vigueur. Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le président et le secrétaire de l'assemblée. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement faite par le liquidateur.

ARTICLE 25 – ASSOCIE UNIQUE

En cas d'associé unique, ce dernier, exercera les pouvoirs dévolus aux associés lorsque les présents statuts prévoient une prise de décision collective.

L'associé unique prend les décisions concernant les opérations suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- nomination et révocation du président,
- nomination des commissaires aux comptes,
- dissolution de la société,
- augmentation et réduction du capital social,
- fusion, scission et apport partiel d'actif,
- toutes autres modifications statutaires.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du président.

Les décisions de l'associé unique sont constatées dans un registre côté et paraphé.

TITRE V
RÉSULTATS SOCIAUX

ARTICLE 26 – EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1er Août de chaque année et se termine le 31 juillet de l'année suivante.

ARTICLE 27 – COMPTES ANNUELS

La société tient une comptabilité régulière des opérations sociales.

Le président établit les comptes annuels prévus par la loi. Il les soumet à décision collective des associés dans le délai de 6 mois à compter de la date de clôture de l'exercice.

ARTICLE 28 – AFFECTATION DU RÉSULTAT

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. Il fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Copie certifiée conforme
MS / 10/12/2019 18:00:35
N° de dépôt - 2019/24180 / 494987571

Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- 5 % au moins pour constituer la réserve légale, ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale aura atteint le dixième du capital social, mais reprendra son cours, si pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte ;

- toutes sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'assemblée générale pour, sur proposition du président, être, en totalité ou en partie, réparti entre les actions à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou être reporté à nouveau.

Les réserves dont l'assemblée générale a la disposition pourront être distribuées en totalité ou en partie après prélèvement du dividende sur le bénéfice distribuable.

TITRE VI
DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 29 – DISSOLUTION – LIQUIDATION

Il est statué sur la dissolution et la liquidation de la société par décision collective des associés.
La décision collective désigne le ou les liquidateurs.

La liquidation de la société est effectuée conformément aux dispositions légales.

Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

ARTICLE 30 - CONTESTATIONS

1 - Tribunaux compétents

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre associés et la société, soit entre associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents (celui du lieu de domicile du défendeur).

2 - Clause compromissoire

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation entre les associés, ou entre un associé et la société, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou plus généralement au sujet des affaires sociales, sont soumises à arbitrage.

A défaut d'accord entre les parties sur le choix d'un arbitre unique, chacune des parties désignera un arbitre, dans les jours de la constatation du désaccord sur ce choix, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception par la partie la plus diligente à l'autre.

Les deux arbitres seront chargés de désigner un troisième arbitre dans le délai de jours suivant la nomination du dernier arbitre nommé.

Dans le cas où l'une des parties refuserait de désigner un arbitre ou à défaut d'accord sur le choix du troisième, l'arbitre sera désigné par le président du tribunal de commerce du siège social, saisi par la partie la plus diligente.

Les arbitres doivent statuer dans un délai de trois (3) mois à compter de la désignation du tribunal arbitral. Ils statueront en amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties renonçant à la voie de l'appel à l'encontre de la sentence à intervenir.

Copie certifiée conforme
MS / 10/12/2019 18:00:35
N° de dépôt - 2019/24180 / 494987571

Les frais d'arbitrage seront partagés entre les parties.

ARTICLE 31 – NOMINATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle des comptes est assuré par un commissaire aux comptes, et ce dans les conditions prévues par la loi. Il est désigné pour une durée de six exercices.

ARTICLE 32 - PUBLICITÉ

Tous pouvoirs sont donnés au président à l'effet de signer l'insertion relative à la constitution de la société dans un journal d'annonces légales et au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour effectuer toutes autres formalités.

ARTICLE 33 - IMMATRICULATION - PUBLICITÉ

La société issue de la transformation de la **SAS «FBG INVEST»** jouit de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, soit le 21 mars 2007.

Tous pouvoirs avaient été donnés à la gérance pour accomplir les formalités requises par la loi.

ARTICLE 34 - DÉCLARATIONS FISCALES

La transformation de la SCGP «FBG INVEST» en SAS «FBG INVEST» s'est opérée sans création d'une personne morale nouvelle.

FAIT EN TROIS ORIGINAUX, sur douze pages,
A ANGERS
LE 7 NOVEMBRE 2019

Monsieur BENOIT Franck



Copie certifiée conforme
MS / 10/12/2019 18:00:35
N° de dépôt - 2019/24180 / 494987571

Pour copie certifiée conforme délivrée le 10/12/2019
Page 13 sur 13